



INVITATION A UNE CONFERENCE PUBLIQUE

le jeudi 12 Mars 2009 à 18H45 Heure Locale (19h45 Heure Française)
 au St Paul's Centre, Dumaresq Street à Saint-Helier à Jersey, Ile anglo-normande

LES CENTRES FINANCIERS OFFSHORE: Passé, présent, futur.

Pourquoi une réforme majeure s'impose

Avec l'aggravation de la crise économique à l'échelle mondiale, l'attention se porte sur les fonds spéculatifs et les aspects cachés du système bancaire. Les responsables des pays qui participent au **G-8 et au G-20** en appellent à des réglementations plus strictes pour régir le système financier. Certains d'entre eux, notamment les **présidents Obama et Sarkozy, la Chancelière Merkel, Dominique Strauss Kahn du FMI**, et bien d'autres ont signalé le rôle joué par les paradis fiscaux dans l'accueil qu'ils réservent à ces pratiques bancaires empreintes d'opacité. Ils en appellent à des mesures drastiques pour réduire ces maillons faibles de la régulation et mettre un terme à l'industrie de l'évasion fiscale. Avec le durcissement de la crise et son élargissement à d'autres secteurs de l'économie, ainsi qu'à d'autres régions du monde, la pression va nécessairement s'accroître pour exiger des réformes sérieuses.

La société civile internationale soutient toutes les tentatives visant à s'opposer aux pratiques scélérates qui ont pour cadre les paradis fiscaux et judiciaires. Nos organisations sont unanimes pour affirmer aussi qu'il importe d'accompagner, par des mesures de protection à l'égard des habitants les plus modestes de ces entités offshore, toutes les actions visant ceux qui, au sein de ces entités, favorisent l'évasion fiscale et la spéculation financière. Malgré l'énormité des sommes déposées dans ces places financières, beaucoup d'habitants y mènent une existence difficile du fait du coût très élevé de la vie et de la difficulté à exercer des emplois en dehors de la finance. En outre, ces habitants sont victimes de politiques fiscales régressives qui subventionnent les riches au détriment des autres, et du rétrécissement à une activité économique quasi unique par étouffement des activités traditionnelles comme l'agriculture et le tourisme. En outre, on mesure l'impact extrêmement nocif de l'évasion fiscale sur les pays en développement. On en estime le coût, pour ces seuls pays, à **250 milliards de Livres par an**, somme qui suffirait à couvrir plusieurs fois les dépenses envisagées pour atteindre les **Objectifs du Développement du Millénaire** et à aider les gouvernements de ces pays à sortir leurs populations de la pauvreté.

A la mi-mars, les Ministres des Finances du G-20 se rencontreront en Grande-Bretagne pour des discussions préliminaires en vue du **sommet du G-20 qui aura lieu à Londres le 2 avril 2009**. Nous en appellerons au G-20 pour obtenir la mise en oeuvre de réformes cohérentes à l'échelle mondiale du système monétaire, en particulier pour combattre la spéculation, l'évasion fiscale et l'opacité bancaire. Ces réformes vont très sérieusement peser sur de nombreux paradis fiscaux et judiciaires. Nous pensons qu'il est de la plus haute importance de discuter de ces réformes avec la population jersiaise. Cette île a attiré l'attention des médias internationaux qui y voient un centre majeur de la véritable industrie qu'est devenue l'évasion fiscale. On peut espérer un échange de vues afin de déterminer des perspectives conduisant les gouvernements et la société civile à travailler au mieux pour faire advenir des solutions durables à la crise financière actuelle. Il importe d'envisager des scénarios de sortie par le haut pour ces paradis fiscaux si dépendant de leur industrie de services financiers offshore.

Chacun sait désormais que **l'industrie financière mondiale ne répond pas actuellement à l'intérêt général**. Cette industrie est devenue non maîtrisable par sa complexité. Ses activités manquent totalement de clarté. Les tentatives pour les réguler sont fragmentaires et affaiblies par le laxisme délibéré de centres financiers offshore comme Londres et ses satellites insulaires qui sont des paradis fiscaux et judiciaires. Il est urgent de mettre au point des stratégies nouvelles pour préserver l'emploi et favoriser des prêts à destination de projets qui servent des finalités à caractère social et environnemental. Notre action repose sur l'espoir que la population jersiaise comprendra qu'il lui est possible de jouer un rôle dans cette évolution, nous invitons les jersiais et leurs élus à nous rejoindre pour une rencontre à 18h45 le jeudi 12 mars 2009.